

**LES DÉTERMINANTS DES CRISES COMMUNAUTAIRES AU TOGO.
UNE ANALYSE À PARTIR DE L'EXEMPLE DE LA CRISE ETHNICO-
RELIGIEUSE DE 2012 À 2013 À KÉTAO**, Essodinamodom KABA,
Essossinam ADJETA, Josué Tomféi-Esso KATIN (Université de Kara – Togo)
kabatho@yahoo.fr, adjet9@yahoo.fr, essotomkat@gmail.com.

Résumé

Le conflit est le nouveau paradigme au quel font face les sociétés actuelles. L'avènement de la démocratie au Togo est marqué par des crises ethniques, politiques et des manipulations des personnes invisibles. Ces crises trouvent leur source pour la plupart des cas dans les interactions sociopolitiques et s'accompagnent des conséquences néfastes mettant à mal la cohésion sociale et la cohabitation entre les différentes communautés. La présente recherche s'est fixée pour objectif d'analyser les causes des crises communautaires dans la ville de Kétau. Pour atteindre cet objectif, nous avons posé l'hypothèse selon laquelle les crises communautaires à Kétau s'expliquent par les facteurs socio-économiques. L'utilisation d'une méthodologie mixte en combinant les données issues de la documentation et celles empiriques (quantitatives et qualitatives) nous a permis d'obtenir des résultats qui montrent que la crise dans la zone d'enquête est d'ordre politique, social, religieux et foncier. Il s'agit d'une crise communautaire qui s'explique essentiellement par des facteurs basés sur la recherche du leadership.

Mots clés : Crise communautaire, Déterminants, Ethnie, Religion, Kétau.

**THE DETERMINANTS OF COMMUNITY CRISES IN TOGO. AN
ANALYSIS BASED ON THE EXAMPLE OF THE ETHNIC-RELIGIOUS
CRISIS FROM 2012 TO 2013 IN KÉTAO**

Abstract

Conflict is the new paradigm facing today's societies. The advent of democracy in Togo is marked by ethnic and political crises and the manipulation of invisible people. These crises find their source for the most part in socio-political interactions and are accompanied by harmful consequences that undermine social cohesion and cohabitation between the different communities. This research aims to analyze the causes of community crises in the city of Kétau. To achieve this objective, we hypothesized that community crises in Kétau are explained by socio-economic factors. The use of a mixed methodology by combining data from the literature and empirical data (quantitative and qualitative) allowed us to obtain results that show that the crisis in the survey area is political, social, religious and land. It is a community crisis that is essentially explained by factors based on the search for leadership.

Keywords: Community crisis, Determinants, Ethnicity, Religion, Kétau.

Introduction

Les problèmes auxquels sont confrontés les gouvernants dans l'exercice de leur pouvoir sont entre autres les crises politiques, sanitaires, économiques, ethniques et religieuses. Pour K. Marx (1867), ces conflits trouvent leur source dans le partage des intérêts et dans la distribution du pouvoir. Le conflit est inévitable au sein d'un agrégat. Là où se trouvent plusieurs personnes, les relations sont souvent conflictuelles ou coopératives. Partout dans le monde, la nature des conflits est souvent liée à la distribution de biens rares comme des biens matériels et économiques, au pouvoir, aux valeurs, aux idées et aux règles du jeu gouvernant un système d'interaction sociale (E. Adjeta et T. Yaou, 2020, p 78-94). Ainsi, étant le résultat de l'interférence entre forces opposées ; qu'il s'agisse de divergence de besoins, d'intérêts ou de valeurs (Z. Manirakiza, 2002), le conflit peut être perçu comme une situation dans laquelle les entités sociales ou les acteurs élèvent des prétentions à la reconnaissance d'aspiration divergentes opposées ou concurrentielles (N. Broohm, 2004). C'est le cas de Kétao, une ville d'escale des axes caravaniers, un carrefour commercial des populations à diversité ethnique (B.T. Amah 2014, p 11-12).

La vie de chaque peuple et de chaque société est régie par certaines normes permettant la cohésion du groupe indiqué. La transgression des normes ainsi établies constitue souvent l'une des causes de la déstabilisation du groupe concerné. Pour rétablir l'ordre, les membres du groupe adoptent certaines attitudes afin d'enrayer le mal, générateur du trouble social. Les sociétés africaines ne font pas exception de cette logique. Mais, il est clair que d'un groupe social à un autre, les méthodes de rétablissement de l'ordre peuvent et même doivent être différentes en fonction de l'objectif collectif poursuivi (le bien-être), en tenant compte des principes et des usages de chaque société.

En effet, Kétao a connu deux crises successives, la première en 2012 et la seconde en 2013. La crise a commencé en 2010 suite à la mort de l'imam Awal Koli. Tout comme dans toutes les traditions musulmanes, après la mort de l'imam, l'adjoint lui succède. Ce ne fut pas le cas de Kétao. Pour mieux comprendre le contexte de la récurrence de conflits dans la ville de Kétao, trois niveaux d'analyses sont envisageables. Sur plan social, les rapports qu'entretiennent les deux ethnies majoritaires Kabiye et Tem sont conflictuels. La perception de la conversion d'un Kabiye à l'Islam pose un problème d'intégration et d'acceptation de ce dernier dans la communauté musulmane par les Tem. De ce fait, il n'est pas autorisé à occuper un poste de responsabilité dans la gestion des affaires religieuses. Par contre, la conversion d'un tem à l'islam est considérée comme normale, légitime et même lui donne le droit d'occuper des postes de prise de décisions. Sur le plan politique, les Kabiye occupent déjà la chefferie à l'échelle cantonale. Pour les Tem, céder le leadership religieux à la communauté Kabiye d'accéder au poste d'imam, est une pure colonisation du peuple Tem par les

autochtones. Sur le plan historique, les Kabiyè sont les premiers occupants et propriétaires terriens de la ville de Kétau. A ce titre, ils excluent cette volonté des tems de leur dicter des lois sur leur territoire. Or, se proclamant pionniers de la religion musulmane à Kétau, les tems privent les Kabiyè et les autres ethnies minoritairement convertis à l'islam du poste d'imam contrôlé par ces premiers depuis 1965 à 2010, soit 45 années de règne sans partage. Pour les Tems, aucune autre ethnie ne peut occuper le poste d'imam estimant qu'aucune ethnie à part la leur, n'est religieusement mature pour occuper ce leadership. Cette affirmation suscite la colère des Kabiyè et accentue leur hostilité envers les Tems et motive davantage leur volonté d'occuper le poste vacant. A tous ces enjeux des acteurs, vient s'ajouter le rôle du politique dans le choix des représentants religieux.

Le souhait des Tem d'investir Zénoudine Koli, neveu du défunt Awal Koli s'est heurtée à un échec, occasionnant l'installation d'une rancœur entre ces deux communautés. A ce stade, les kabiyè réagissent en sonnant le cor pour mobiliser la communauté kabiyè à affronter les Tem. Le conflit devient ouvert, violent et les dégâts sont de taille. Au moins cinq maisons démolies, les biens saccagés ; les voitures, motos, boutiques endommagées et des blessés graves ainsi que l'exode des populations vers d'autres villes voisines (K. Napala, 2015, p. 374).

Suite à ces événements, il a été mis en place spontanément un mécanisme de règlement de cette crise naissante. Les acteurs de la crise sont convoqués par le préfet de la Binah, ensuite par celui de la Kozah et plus tard par le président de la république les 11 et 12 août 2013 en présence des autorités politique, administratives, musulmanes venant de toutes les régions afin de faire taire les divergences. Au sortir de ces pourparlers, les Comités de Vigilance de Quartiers (CVQ) sont créés mais les Tem se sont opposés à la mise en place d'un comité de brassage ethnique et culturel.

Eu égard à tout ce qui précède, il a été constaté qu'une crise de confiance et de méfiance s'est installée entre les membres d'une même communauté religieuse ayant affecté toute la population. L'objectif de cette recherche étant d'analyser les déterminants de la crise ethnico-religieuse dans la ville de Kétau, il convient de s'interroger sur les réels enjeux de cette crise qui affecte cette localité.

1. Cadre théorique et méthodologique de la recherche

Dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes référés à deux théories sociologiques. La première est le modèle psychosocial développé par J. Sidanius et F. Pratto (1999). Ce modèle d'analyse permet de montrer que les compositions des groupes et les différents systèmes que chaque couche adopte consistent à maintenir ou renverser la situation en sa faveur au sein d'un groupe donné. Ainsi, selon ce modèle, dans chaque société il existe une hiérarchie sociale avec un groupe hégémonique au sommet, des groupes dominés à la base et qu'une lutte existe entre les groupes dominants et ceux dominés afin de maintenir ou améliorer leur position au sein de la hiérarchie sociale. Selon Sidanius et Pratto « chaque société

développe des idéologies ou mythes légitimateurs qui accentuent ou au contraire atténuent la hiérarchie sociale ».

La seconde théorie de référence est celle baptisée « théorie de l'étiquetage », encore appelée théorie de la réaction sociale. Développée par H. Becker (1985), cette théorie cherche à rendre compte de l'effet, sur les personnes désignées comme déviantes. L'auteur considère la déviance comme une « création sociale ». « Le déviant est celui à qui l'étiquette de déviant a été appliquée avec succès ; le comportement déviant est le comportement que les gens stigmatisent comme non conforme aux valeurs sociales ».

En plus du cadre théorique, cette recherche s'est basée sur la recension de quelques écrits relatifs aux effets négatifs du pouvoir. Parmi ces écrits, nombreux se sont penchés sur l'influence de la hiérarchie sur les relations interpersonnelles.

La méthode adaptée à cette étude est une méthode mixte qui combine la méthode quantitative et qualitative. Elle exploite les techniques de collecte de données comme l'observation, l'entretien individuels, l'analyse documentaire et l'enquête par questionnaire. La zone de notre étude est la ville de Kéto. Sur le plan quantitatif, au total 221 enquêtés (dont 90 femmes et 131 hommes) ont été soumis au questionnaire sur une population de 16529 habitants ; soit un taux d'échantillon de 1,33% de la population de Kéto. La technique d'échantillonnage utilisée pour choisir les répondants est de type probabiliste aléatoire simple.

Sur le plan qualitatif, 25 personnes ressources ont été interrogées au moyen des guides d'entretiens semi-directifs. Il s'agit des personnes issues des deux communautés opposées (le chef du canton, les maires, le régent d'alors, le bureau CVD, les religieux, les chefs quartiers et les responsables d'associations et d'opinions...), résidant à Kéto. Les données quantitatives sont analysées et traitées avec le logiciel SPSS (Statistical Package for Social Studies) version 21. Quant aux données qualitatives, elles ont été traitées manuellement. Elles ont été d'abord transcrites ensuite rangées en fonction des similitudes en tenant compte des variables et hypothèses puis présentées sous forme de verbatims dans les résultats de la recherche.

2. Les résultats de la recherche

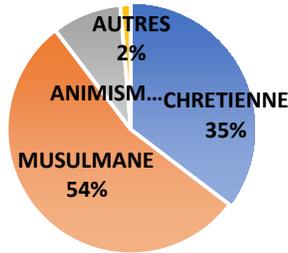
L'analyse des données recueillies sur le terrain laisse entrevoir que le conflit qui oppose la communauté kabiyè à celle tem dans la ville Kéto est un fait social dont les causes sont multiformes. Les principales causes sont d'ordre culturel, social et politique avec pour fondement la recherche du leadership religieux, politique et social.

2.1. Présentation et analyse des résultats

2.1.1. Répartition des enquêtés selon leur religion

La religion a été l'une des variables qui a été introduite lors de l'enquête. La répartition des enquêtés selon leur appartenance religieuse se résume comme suit.

Graphique 1 : répartition des enquêtés selon Leur religion d'appartenance



Source : données de terrain, octobre 2021

Le graphique ci-dessus montre que 78 sur 221 enquêtés sont des chrétiens et représentent 35%. 54% de l'ensemble de l'échantillon sont des musulmans alors que les adeptes de la religion traditionnelle représentent 9% et ceux pratiquant autres religions ne représentent que 2% des enquêtés. Ce qui suppose que la cohabitation des différentes religions est une réalité à Kéto.

2.1.2. Répartition des enquêtés selon leurs appartenances ethniques

Tableau 1 : Distribution des enquêtés selon leurs appartenances ethniques

Ethnies	Effectifs	(%)
Yorouba	22	10
Tem	81	36,7
Bassar	04	1,8
Kabyè	100	45,2
Ewe	01	0,5
Losso	01	0,5
Haoussa	02	0,9
Peuhl	06	2,7
Sèmerè	02	0,9
Ibo	02	0,9
Total	221	100

Source : Données de terrain Octobre, 2021

De ce tableau n°1, il ressort que 10% des enquêtés sont des Yorouba; les Tem représentent 36,7%. Les Bassar représentent 1,8% tandis que les Kabyè sont représentés par 45,2%. Les Ewe et les Losso ne représentent que 0,5% chacun. Quant à l'ethnie Haoussa, il ne représente que 0,9%. Les peuhls représentent 2,7%. Les Semerois et les Ibos sont représentés par un pourcentage de 0,9% partout. Ce qui revient à dire que l'enquête a touché une population hétéroclite et diversifiée. Kétao peut être considérée de ce fait, comme une ville de brassage ethnique dont la cohabitation et le bon voisinage peuvent être mis en mal à cause des divers enjeux sociaux.

2.1.3. Répartition des enquêtés selon leurs lieux de résidences lors du conflit

Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon leurs lieux de résidence au moment de la crise

Lieux de résidence des enquêtés au moment de la crise	Effectifs	%
Kétao	199	90,04
Pagouda	17	7,7
Kara	02	0,9
Bafilo	03	1,35
Total	221	100

Source : Données de terrain Octobre, 2021

Selon les informations du tableau 2, il ressort que 90,04% des enquêtés résidaient à Kétao lors du conflit qui opposait les communautés kabyè et tém. Par contre, les autres enquêtés qui ont déclaré qu'ils résidaient à Pagouda, à Bafilo et à Kara au moment de la crise sont estimés respectivement à 7,7%, 1,35% et 0,9%. Ainsi renseigné par ce tableau, nous disons que la majorité de nos enquêtés ont vécu la crise survenue à Kétao et disposent des éléments de réponse sur la manifestation et les enjeux de cette crise.

2.1.4. Répartition des enquêtés selon leurs perceptions sur la nature des relations de cohabitation entre les communautés de Kétao

Tableau 3 : Perception des enquêtés de la nature des relations entre les populations de Kétao

Nature de relation	Mauvaise relation		Bonne relation		Total	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Sexe						
Masculin	68	30,77%	63	28,51%	131	59,28%
Féminin	42	19 %	48	21,72%	90	40,72%
Total	110	49,77%	111	50,23%	221	100%

Source : Données de terrain, Octobre 2021

Les données du tableau 3 renseignent que 49,77% des enquêtés ont avoué que les relations de cohabitation entre les différentes communautés de Kéao n'étaient pas bonnes avant la crise. Par contre, 50,23% des enquêtés méconnaissent l'existence d'un quelconque problème entre les communautés et trouvent plutôt que les relations étaient bonnes avant que la crise ne survienne. Parmi ces derniers se trouvent un notable qui dit ceci :

Nous n'avons jamais connu un conflit avec nos frères musulmans depuis notre installation. Les relations sont coopératives. A chaque fête de Ramadan ou de Tabaski ils nous donnent à manger. Lors de nos fêtes (Noël, nouvel an et tondou) de Kéao nous leur servons également à manger. Parler d'antécédents je ne crois pas. Leurs enfants et les nôtres se fréquentent et jouent ensemble dans les mêmes équipes. Il n'y avait pas d'antécédents à ma connaissance.

La mauvaise relation en termes de cohabitation entre les communautés dont parlent certains enquêtés s'expliquent par des antécédents liés aux problèmes fonciers, politiques et de transports. C'est que révèlent les données du tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : Répartition des enquêtés selon leurs perceptions des causes de la mauvaise cohabitation entre les communautés avant la crise

Sexe	Causes		Problèmes fonciers		Problèmes de chefferie		Problèmes politiques		Total	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Masculin	20	18,18%	17	15,45%	31	28,18%	68	61,82%		
Féminin	17	15,45%	13	11,82%	12	10,91%	42	38,18%		
Total	37	33,63%	30	27,27%	43	39,09%	110	100 %		

Source : Données de terrain Octobre, 2021

Selon les informations du tableau 4 ci-avant, 39,09% des enquêtés affirment que la mauvaise relation entre les communautés ethniques de Kéao est liée aux problèmes politiques contre 33,63% qui expliquent cette mauvaise cohabitation par les problèmes fonciers. Une autre catégorie des enquêtés estimés à 27,27% disent que la mauvaise relation entre les communautés ethniques de Kéao avant la crise est plutôt liée aux problèmes de chefferie. Un enquêté, chauffeur de profession déclare ce qui suit :

Les relations entre Kabyè et nous ont existé depuis que certains des nôtres ont battu la campagne avec le parti PNP de KAGBARA Bassabi. Nous sommes des chauffeurs si une personne vient louer ta voiture pour les campagnes, cela ne veut pas dire qu'on est de son bord politique. Nous on cherche l'argent et c'est normal qu'on accepte tout le monde. Aujourd'hui, on prend la boisson locale Tchoukoutou

pour amener dans les funérailles mais nous sommes des musulmans. Cela ne veut pas dire on prend tchoukoutou. C'est l'un des antécédents des causes du conflit selon moi mais les Kabyè ne te diront jamais ça.

2.1.5. Le profil des enquêtés impliqués dans le conflit

Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon leur profil d'implication dans la crise

Profil des enquêtés impliqués dans la crise	Effectif	Pourcentage
Impliqué en tant que musulman	19	8,60%
Impliqué en tant que tém musulman	50	22,62%
Impliqué en tant que tém	15	6,79%
Impliqué en tant que kabyè	85	38,46%
Impliqué en tant que kabyè musulman	19	8,60%
Impliqué en tant que responsable politique	33	14,93%
Total	221	100%

Source : Données de terrain, octobre 2021

Les données du tableau 5 montrent que les enquêtés se sont sentis impliqués dans la crise de diverses manières en raison de leur profil. Les résultats révèlent que 38,46% des enquêtés se sont sentis impliqués dans la crise en tant que kabyè alors que 22,62% et 6,79% du même échantillon disent être respectivement impliqué dans la crise en qualité de tém musulman et tém. Certains enquêtés justifient leur implication dans la crise par leur appartenance à l'ethnie kabyè et à l'islam (8,60% des enquêtés) par contre, 14,93% de l'échantillon reconnaissent être impliqué dans la crise en tant que responsables politiques. A cet effet, un enquêté autochtone kabyè dit ce qui suit :

Nous sommes chez nous et nous devons défendre notre territoire. On ne peut jamais laisser les étrangers venir semer de la terreur sur la terre de nos ancêtres. Si je me suis impliqué dans ce conflit, c'est pour défendre la cause commune comme tous les Kabyè. Les Tems pensent que Kéao est leur propriété. Il a fallu qu'on hôte cette idée de leur tête. Le conflit ce n'était pas pour casser ou brûler les articles ou maisons mais c'était juste pour protéger la localité.

Un autre enquêté musulman déclare en ces termes :

Je me suis impliqué dans ce conflit car c'était un conflit religieux. Ce qui concerne la religion, les autochtones n'ont pas à se mêler. C'est une affaire de communauté entre les convertis et nous les détenteurs de la religion musulmanes. Nous sommes nés de cette religion et aucun convertit ne peut accéder au trône d'imam pour venir nous prêcher ce que on connaît depuis l'école coranique. Ils manquent de

connaissance et de sagesse parfaite pour enseigner ou prêcher dans la mosquée centrale.

L'ancien préfet de la Binah, monsieur Awitala déclare en ces termes : « Étant le représentant du pouvoir central dans la localité, il était de mon devoir d'aller sur le terrain observer les faits, ramener le calme puis rendre compte à la hiérarchie ». De cette analyse, il ressort que tous les acteurs ayant intervenus dans ce conflit ont une motivation personnelle. Ainsi, les kabyè se sont impliqués dans le conflit pour défendre leur territoire alors que les tém musulmans se sont impliqués pour le contrôle du leadership religieux qu'ils revendiquent. Les responsables politiques quant à eux, sont intervenus pour calmer les protagonistes et faire régner la paix et la cohésion sociale.

2.1.6. Les perceptions des enquêtés par rapport aux causes de la récurrence des conflits à Kéao

Tableau 6 : Répartition des enquêtés selon leurs perceptions des causes de la crise à Kéao

Causes de la crise communautaire à Kéao	Masculin		Féminin		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Les facteurs politiques	59	26,70%	32	14,48%	91	41,17%
Les revendications foncières	28	12,67%	11	4,98%	39	17,64%
Mépris d'une ethnie vis-à-vis de l'autre	23	10,41%	35	15,84%	58	26,24%
La recherche du leadership entre Tém et Kabyè	21	9,50%	12	5,43%	33	14,93%
Total	131	59,28%	90	40,72%	221	100%

Source : Données de terrain, octobre 2021

L'analyse du tableau 6 montre que 17,64% des enquêtés (soit 12,67% hommes et 4,98% de femmes) pensent que l'une des causes de la crise à Kéao est liée aux revendications foncières des populations. À ce propos, un enquêté tém déclare ce qui suit :

Le seul problème qui ronge actuellement les Kabyè, c'est le fait qu'ils ont vendu tous leurs terrains qui se trouvaient au cœur de la ville. Nous avons presque tout payer et maintenant, leurs fils les réclament leurs parts. Leurs idées en brûlant nos cases et maisons étaient de brûler tous nos papiers justificatifs de propriétaire terriens. Je veux parler des reçus de vente et des titres fonciers. Tu vois qu'il y a un regret en eux car nous avons payé ça très moins cher et aujourd'hui on les revend plus cher.

Selon les données du tableau 6 ci-avant révèlent que 26,24% des enquêtés justifient la crise et les conflits à Kéao par le mépris des communautés ethniques les unes contre les autres. Entre les kabyè et les tém de Kéao, chaque peuple a

tendance à mépriser et dénigrer l'autre. Une commerçante Kabyè déclare à cet effet,

Chaque fois que nous voyageons pour aller aux marchés, dès que le chauffeur démarre, les insultes commencent dans la voiture jusqu'à destination. Quand une femme finit, son épisode, l'autre relai. Ce sont les femmes tém musulmanes qui nous insultent sans épargner nos maris et nos enfants. Les insultes sont de diverses natures. Par exemple, elles disent : « Kabrênou koutolou nabina », pour dire que le kabyè ne se douche pas et que son anus sent mauvais car il ne fait pas l'absolution comme l'enseigne le saint Coran. D'autres insultes touchent directement nos petits enfants à l'école.

Les données de terrain révèlent également qu'un autre type de facteur de la crise est lié à la recherche du leadership religieux (14,93% enquêtés). Comme le souligne un enquêté à ces termes :

On n'a rien demandé de plus que malou-ouro. Nous n'avons pas privé Zénoudine du poste d'imamat. Nous (Kabyè) avons juste demandé que ce poste de malou-ouro nous revienne et Zénoudine et toute sa famille ont refusé qu'on ne peut pas accéder à ce poste compte tenu de notre immaturité dans la connaissance du coran. Ainsi dit, nous avons riposté en disant si c'est le cas, il ne peut pas lui aussi être imam central car il a un passé taché de sang.

Un autre enquêté explique pour sa part, ce qui suit : « (...) Le kabyè ne peut pas accéder au poste de malou-ouro. C'est un consommateur des viandes du chien et de porc. Il est impur et cette position ne lui permet pas de représenter toute une communauté car le Coran défend la consommation de ces viandes ». De ces propos des enquêtés, on constate que chacune des deux parties veut occuper un poste de responsabilité dans le canton de Kétao. Une partie des tém soutient que les kabyè occupent déjà les postes de prise de décisions politique (notamment la chefferie) ; donc ils n'ont plus droit au poste de « malou-ouro ». C'est ce que laisse entendre une enquêtée dans les lignes suivantes :

Le chef de canton est un kabyè, les chefs quartiers sont les leurs. Dans le comité villageois de développement il n'y a aucun tém ou musulman. Pourquoi veulent-ils maintenant mettre leur bouche dans l'affaire d'une communauté ? L'islam concerne les musulmans pas les chrétiens ni animistes. Nous voulons juste que les autochtones comprennent que c'est nous qui avons apporté l'islam à Kétao et c'est également nous qui avons la meilleure connaissance du Coran.

Les facteurs politiques de la crise ont été évoqués par 41,17% des personnes interrogées. En effet, cette catégorie d'enquêtés pensent que les causes des conflits qui opposent les communautés kabyè et tém de Kétao sont d'ordre politique. L'entretien avec un chef de division à la mairie de Kétao laisse entrevoir que l'appartenance à des partis politiques opposés est l'un des facteurs déclencheurs de crise. Selon cet enquêté, la démocratie est mal bâtie depuis son

origine. Etant dit que les connaissances se transmettent de générations en générations, l'on ne peut pas se débarrasser des antécédents des crises politiques. Il explique en ces termes :

Nous avons hérité d'un système de gouvernance médiocre qui nous a enseigné qu'il faut diviser pour mieux régner. En occident et dans les pays avancés démocratiquement, les conflits sont basés sur les idées et les opposants vivent ensemble dans les mêmes villas ou appartements. Mais chez nous en Afrique, quand tu es d'un bord politique, tu n'as plus le droit de parler à ton propre frère qui est d'un autre bord (opposition) sinon tu perds tes privilèges vis-à-vis de ton parti. Et comme les connaissances se transmettent de générations en générations, on inculque ces mauvaises idées dans l'esprit de la jeune génération garante du développement.

Au regard des propos des enquêtés, il ressort que le difficile ancrage de la démocratie et du pluralisme politique constituent une pathologie entre les communautés ethniques tèm et kabyè de Kéto. Cet état de chose ravive la crise en raison du fanatisme et de l'intolérance politique. Les propos d'un autre enquêté expliquent cette idée :

J'étais le rapporteur d'un BV il sonnait 14h quand les hommes politiques faisaient le tour. On m'a appelé et je suis sorti puis ils me disent, nous sommes les mêmes donc il faut laisser on va bourrer les urnes en votant pour UNIR et ils vont me donner une somme sans donner le prix exact ; j'ai refusé. A ma grande surprise, on rencontre mon papa et on lui dit : « comme vous avez décidé d'être opposant, on verra » et c'est ainsi qu'ils sont venus casser notre maison en 2013. Les antécédents politiques sont les causes lointaines si je peux le dire et l'affaire de l'imamat la cause immédiate.

Un mécanicien, partisan du parti PDP abonde dans le même sens en disant ce qui suit :

J'ai distribué des tricots de notre parti à mes partisans quand une autorité très influente du parti au pouvoir natif de Kéto m'a eu au téléphone me demandant de reprendre tous les t-shirts que j'ai donné aux partisans et allé le voir chez lui. Quand je lui ai tenu tête, en lui disant que je ne le ferai jamais, il m'a dit je vais regretter toute ma vie.

Après analyse des causes de la récurrence des crises communautaires à Kéto, on constate que les causes sont multiformes c'est-à-dire qu'elles sont d'ordre socioculturel et politique. En résumé les crises foncières, la recherche de l'autorité ou du leadership des membres des deux ethnies dominantes de Kéto et le mépris des uns envers les autres constituent les causes socioculturelles de la récurrence des conflits à Kéto. Quant aux facteurs politiques, trois déterminants sont à prendre en compte : l'appartenance politique, les rivalités nées des violences lors des élections passées et l'ingérence du politique dans la vie religieuse.

2.2. Les déterminants de la crise communautaire à Kétau

Les causes de la récurrence des conflits communautaires à Kétau comme on le constate dans le tableau 5 sont d'ordre socioculturel et politique.

2.2.1. Les déterminants socioculturels de la récurrence des conflits à Kétau

2.2.1.1. Les revendications foncières comme source de conflit dans la ville de Kétau

Sur le plan socioculturel, le problème foncier est un déterminant à ne pas négliger dans l'analyse de la crise communautaire à Kétau. Les crises foncières sont récurrentes dans presque toutes les communautés et se caractérisent par le jeu des acteurs. La diversité des acteurs impliqués dans les crises foncières est liée aux intérêts de groupes impliqués dans le conflit. L'occupation des grandes surfaces par les riches hommes majoritairement musulmans à Kétau devient inquiétante et pose un problème de cohabitation. À cet effet, Un jeune autochtone exprime son mécontentement en ces termes :

Nous sommes privés de nos propres lopins par les erreurs de nos parents. Nous, autochtones ne possédons plus de terre au cœur de la ville. Tout est acheté par les étrangers qui nous les revendent à des prix élevés. Cette situation est inquiétante et nécessite des séances de sensibilisation afin de conscientiser la jeune génération pour qu'elle ne commette plus les mêmes erreurs que nos parents. Actuellement s'il faut passer par tous les coups pour récupérer ces lopins, je le ferai car pour moi ce qui peut rester à un autochtone dans son village, c'est la terre. Comment peut-on expliquer qu'on est autochtone à même temps ne pas avoir des terres sur son propre territoire ?

Les travaux de K. Napala (2015) s'inscrivent dans cette même logique de crise aux origines foncières. L'auteur déclare en ces termes : « Les Koli auraient dit qu'ils ont acheté Kétau à 10 francs pour signifier que Kétau est leur propriété et que ce sont eux qui ont fait cette ville. ». Cette situation a été confirmée par les résultats de l'étude menée par la coalition PIDESC-Togo (2013, p. 6) qui révèle cette réalité en disant qu' :

En milieu rural, la marchandisation à outrance et la pauvreté des populations locales ont engendré un phénomène nouveau et dangereux consistant au bradage du patrimoine foncier aux riches de la ville non autochtones des lieux (qui se revendront aux multinationales), appauvrissant les populations locales et hypothéquant l'avenir des générations futures.

Les problèmes dans le domaine foncier dépendent de la position des autorités publiques à l'égard des uns et des autres. L'allure de ces conflits dépend également de la diversité des "groupes stratégiques" impliqués dans la crise. Il s'agit de groupes partageant des intérêts communs dans le domaine de l'accès aux ressources foncières et dans celui de leurs usages, et qui s'organisent, au moins

momentanément, pour défendre leurs intérêts (T. Bierschenk et Olivier de Sardan, (1994).

Les crises foncières affectent le climat social et renforcent les clivages mettant en cause le vivre ensemble. Les ressources mobilisables dans les conflits par les uns et les autres dépendent le plus souvent de la position de l'Etat vis-à-vis de la situation foncière en question. L'argumentation des conflits et les rapports de force seront différents selon qu'il s'agit d'une situation de migration agraire suscitée et encouragée par les autorités, ou non. Une autre différenciation sépare les villageois, les ressortissants et cadres en milieu urbain, les citadins de retour au village et les politiciens locaux. Chacun de ces groupes peut avoir des positions et des intérêts différents dans le déclenchement et le déroulement des conflits fonciers. Ces mésententes, faisant intervenir des acteurs qui ne sont pas toujours physiquement présents dans les conflits mais dont l'influence n'en est pas moins importante, deviennent de plus en plus marqués avec la crise qui frappe les économies urbaines et diminue les emplois publics, le retour à la terre devient alors un sauvetage vital pour les activités économiques du secteur urbain et rural.

Outre le problème foncier, les feux de végétation occasionnés souvent par les tems sont sources d'incendies dévastant les champs et vergers des autochtones qui sont majoritairement des agriculteurs. Ces derniers sont également parfois victimes des dégâts causés dans leurs champs par les troupeaux des éleveurs qui sont majoritairement des musulmans

2.2.1.2. Les déterminants du conflit dans la ville de Kétao sur fond de mépris entre les communautés ethniques

La crise se manifeste à Kétao par le mépris entre les deux communautés ethniques majoritaires caractérisé par des jugements de valeur et des insultes dans le quotidien des populations. Chaque communauté a tendance à mépriser l'autre. Il est vrai que le développement de toute localité passe par l'acceptation de tous par tous. Mais le vivre ensemble et la cohésion sociale prônés par les premiers occupants de Kétao en acceptant tous les étrangers sans distinction aucune, sont mis en mal par la jeune génération. Pour la génération actuelle de Kétao, la possession des biens matériels et l'estime de soi prime sur la cohésion sociale. Selon le tableau 6, une grande proportion des personnes interrogées des deux communautés (kabyè et tém) affirme que le mépris interethnique est l'une des principales causes des conflits sociaux à Kétao.

On comprend dès lors que la montée de l'individualisme, d'une part, et l'affirmation de l'identité ethnique, religieuse et politique, d'autre part, ont entraîné l'égoïsme et la perte des valeurs sociales traditionnelles favorisant en partie, l'éclosion des conflits dans la ville de Kétao. On assiste ainsi, à une perte progressive de la solidarité mécanique au profit de la solidarité organique, caractéristique des sociétés modernes comme le souligne E. Durkheim (1893). C'est ce qu'explique un chef de famille en ces termes :

J'ai été victime de ces mépris avant les crises. Quand je passe dans le quartier Zongo soit à l'autogare, lieux fréquentés plus par les Tems, tu les entends dire, regarde ce vieux soulard sans avenir avec ses manches longues, c'est pour aller se soûler et uriner dans ces vêtements au retour. Mangeur de porc et du chien, buveur de sodabi... On dirait je bois avec leur argent. Donc je ne suis plus libre de prendre mon goût sur mon territoire ? Quand eux ils prennent leurs feuilles et roulent mal tamponnant nos bêtes et nos enfants est-ce on leur insulte ? Non.

Parlant du mépris de l'ethnie kabiyè par les tems, une commerçante exprime son ras-le-bol en ces termes :

On peut dénigrer, insulter et tenir des propos vis-à-vis d'une personne ou d'une communauté mais pour nos amies musulmanes, c'est de trop. Dans toutes ces insultes, ce qui m'a touché et qui me ronge le cœur jusqu'à l'heure actuelle c'est le fait de nous comparer aux porcs en disant, l'eau avec laquelle ils se douchent, c'est cette eau nous buvons (Lim donzon na, bilèguè bongnon).

Cette insulte traduite localement voudrait dire que les kabiyè ne sont rien dans la société. Leur existence, n'a jamais contribué à l'amélioration d'une situation. Autrement dit, ils sont incapables et leur vie est comparable à celle des esclaves. Ce sont donc les Tems qui considèrent les autochtones comme leurs sujets par rapport à leur position socioéconomiques.

2.2.1.3. La recherche du leadership entre tém et kabiyè, une démonstration de dominance

Peuplé au départ par les kabiyè, la ville de Kétau a connu une immigration musulmane de plusieurs vagues qui a été à l'origine de la propagation de l'islam. Les tous premiers sont des sèmèrois un peuple à cheval entre le Togo et le Bénin. Ils sont les premiers à introduire l'islam à Kétau sous le premier Imam Bérémini originaire de Sèmèrè. C'est à partir du 19^e siècle que d'autres peuples islamisés venues du soudan comme les Cissé, Traoré, Touré, Fofana... sont arrivés en installant l'islam par le commerce caravanier. Par la suite, une autre vague de migrants venue de Bafilo, Tchamba, Bassar mais aussi autres localités du Togo et des autres pays. Ainsi, on trouve à Kétau, des musulmans d'origines diverses : Sèmèrois, Yorouba, Haoussa, Djerma, Peuhl, Kotokoli, Tchamba, Moba, (B. T. Amah, 2014). Comme on peut le constater, Kétau est une ville cosmopolite. Deux clans prétendent à l'origine de l'islamisation à Kétau : les Sémérois et les Koli. D'après Zénoudine Koli, c'est Awal Koli qui a importé l'islam à Kétau. Pour lui, le concept de l'imamat est apparu qu'avec l'arrivée des Koli et des Tchamba. En conséquence, il considère que ceux-ci sont à l'origine de l'islamisation de Kétau. Par contre, Awal Garba (Imam central) trouve cette origine dans la lignée des Sèmèrois dont le premier Imam serait Bérémini, le deuxième Alfa Djèdjè un Yorouba. Les koli ont tellement influencés l'imamat par leur durée mais n'occupent que la troisième position.

Il est à noter que dans la tradition musulmane et d'après le Coran, quatre personnages apparaissent très importants. Selon leur importance, on a *le malou-ouro, l'imam, le nayim et le magazi*. Selon K. Bayor (2011, p. 41), malou-ouro prime sur l'imam. Néanmoins, selon R. K. Traoré (1996, p.311), l'imam « est le personnage religieux le plus vénéré de l'islam au Togo. Il est souvent choisi par ses coreligionnaires pour plusieurs raisons : sa grande piété et sa foi sincère, ses qualités morales, son intelligence et sa sagesse, enfin sa justice et son amour de la droiture ».

La mort de Awal Koli nécessitait une succession. Pour les kabiyè de Kétao, minoritairement convertis à l'islam, c'est l'occasion rêvée pour eux d'accéder à ce poste détenu par les Koli pendant 45ans. Zénoudine de son côté, entreprend déjà des démarches auprès des personnalités du milieu pour être désigné Imam. Les autochtones sont d'avis à condition qu'un des leurs occupe le poste de malou-ouro. Zénoudine et sa famille s'y opposent sous prétexte que : les kabiyè ne sont pas encore mûrs pour occuper un tel poste. Ils sont immatures en islam. Cette déclaration provoque la colère des kabiyè et lui interdisent de diriger les prières tant qu'il n'accepte pas le compromis.

Il convient de dire que le bras de fer due à la volonté des musulmans kabiyè autochtone d'occuper un poste afin d'avoir un droit de regard dans la gestion des affaires islamiques et le refus des koli, s'explique par la recherche du leadership/autorité des deux communautés. Chacune pour sa part cherche à imposer par tous les moyens sa volonté ou ses idées à son adversaire. Pour les premiers, étant autochtones ils doivent imposer leur volonté de faire partie du comité islamique peu importe leur niveau de connaissances du saint Coran. Comme le souligne Un responsable de Mosquée : « (...) Le kabiyè ne peut pas accéder au poste de malou-ouro. C'est un consommateur de la viande du chien et de porc. Il est impur et cette position ne lui permet pas de représenter toute une communauté. »

La recherche de l'autorité au sein de la communauté musulmane, nécessite alors des stratégies qui consistent à écarter son adversaire afin de pouvoir régner. Les autochtones estiment que les étrangers ne peuvent pas leur dicter des lois sur leur territoire. C'est à eux de leurs donner des conduites à tenir. Pour eux, ils sont les seuls capables de décider de l'avenir de la terre de leurs ancêtres. Ils doivent prendre leur destin en mains dans la prise des décisions concernant le devenir de la communauté musulmane dont ils font parties. Ainsi, leur recherche de l'autorité se fonde sur le principe de l'appartenance ethnique c'est-à-dire, l'amour pour leur territoire. En ce qui concerne les clans Koli-Tchamba donner un poste à un autochtone, c'est se livrer à une domination totale car les kabiyè occupent déjà le trône de chefferie traditionnelle et celle du chef de canton. Suite à cette idée, un jeune musulman tém dit :

Ce sont nos grands-parents qui ont amené l'islam à Kéao et ce sont eux également qui se sont succédés au poste de l'imam jusqu'à nos jours ce n'est pas maintenant on doit changer ce qui a été depuis longtemps. Jamais un kabiyè au poste de malou-ouro. Ils manquent de connaissance pour accéder à ce poste. L'islam appartient aux musulmans et l'église aux chrétiens. Que chacun respecte chacun.

Se proclamant fondateur de l'islam à Kéao et étant les mentors des kabiyè en islam, aucun de cette communauté ne peut occuper un poste dans la gestion des affaires islamiques sous prétexte qu'ils sont encore immatures dans la connaissance des valeurs Coraniques. Il est difficile de nier que les tensions ethniques et religieuses ne font pas parties des causes des conflits à Kéao. Cependant, ces tensions constituent l'élément déclencheur du conflit. Loin d'être un élément structurant des conflits, l'appartenance ethnique et religieuse s'avère avant tout un outil de mobilisation dans la crise de Kéao.

2.2.2. Les facteurs politiques, sources de conflits permanents dans la ville de Kéao

Sur le plan politique, la crise communautaire de Kéao trouve ses causes dans la volonté manifeste de chaque ethnie (kabiyè et Tem) de contrôler la chefferie et/ou d'affirmer son identité politique. De ce fait, il s'agit ici de la recherche du leadership entre kabiyè et Tem, qui est l'une des sources de tensions internes entre les membres des deux communautés mettant en mal la cohabitation entre les deux peuples. En effet, le militantisme dans des partis politiques adverses, les antécédents liés aux violences en périodes électorales antérieures et l'ingérence du politique dans la vie religieuse sont les mobiles politiques qui expliquent la répétition des crises dans la ville de Kéao. A cet effet, alfa Zénoudine explique :

Les kabiyè ont dit qu'en 2010 lors des élections, nous n'avons pas soutenu le parti au pouvoir. Nous sommes de l'opposition. Pour cela, il faut qu'ils nous tuent car on n'est pas du même bord politique. Les casses n'ont rien à voir avec mon intronisation à l'imamat. Il faut retenir que le président de l'Union Musulmane de la Préfecture de la Binah se sert de son manteau de leader en montant les kabiyè autochtones contre nous les Tem de Bafilo, Sokodé et Tchamba. Ils parlent du conflit religieux si vrai, que cherchent les kabiyè autochtones non musulmans ? Si, c'était effectivement un conflit religieux je ne suis pas sûr qu'on allait arriver à ce stade avancé des affrontements physiques et de chasse aux sorcières. Les antécédents politiques sont des causes cachées des crises vécus à Kéao.

Un instituteur abonde dans le même sens et explique la situation en ces termes :

Les crises de Kéao ont pour sources les antécédents politiques. Le directeur de mon établissement a quitté Kéao pour aller faire une marche de contestation organisée par le parti PNP à Kara. Et là il a été cueilli comme une mangue pour être envoyé en prison avec la complicité des frères de Kéao. Pour avoir toujours la légitimité du

parti au pouvoir, les hommes politiques de Kétao ont dit à leurs jeunes frères de leur envoyer les noms des opposants de Kétao afin d'avoir la main mise sur eux (...). Etes-vous sûr que ces plaies seront cicatrisées ? Personnellement, je ne crois pas. Il faut laisser chacun vivre sa vie politique dans le respect des droits humains et dans le respect de la constitution.

On aurait pu croire que le suffrage universel consacré par la Constitution togolaise pourrait contribuer tant soit peu à l'apaisement du climat social au Togo. Les périodes électorales constituent en revanche des moments d'insécurité et de violences politiques donnant ainsi lieu à une remise en cause ou à une relativisation de l'idée selon laquelle le vote constitue « *une soupe de sûreté* ». L'histoire électorale du Togo montre qu'à chaque consultation, on assiste à des mouvements de contestation des processus électoraux et des résultats de scrutins se traduisant par des affrontements entre partisans des formations politiques rivales, des affrontements entre les partisans des candidats et les forces de l'ordre et qui se soldent par des morts, des blessés, des traumatismes de tout genre, des destructions des biens, d'édifices publics dans les différentes localités du pays.

La paix sociale est menacée par la privation des libertés des citoyens. La liberté d'expression, la liberté de militer dans un parti politique et la liberté d'association sont mises en mal par des déviances. Un enquêteur dit ceci :

On pensait que c'est seul le pouvoir qui empêche les citoyens de faire des marches de contestation pour dénoncer les abus du régime en place. Mais c'est inadmissible de voir un citoyen comme moi menacer ces voisins d'organiser des marches car ils sont étrangers dans son canton sous prétexte que les marches remettent en cause l'image du canton en particulier l'images des autochtones. Les Kabiyè nous ont empêcher de faire des marches de contestation ici. Juste parce que nous sommes des étrangers. A cause de nous, ils ont fait des réunions, ils ont mis en place un comité de jeunes qui était chargée de nous surveiller de près. En 2017, nous étions au bout d'une nouvelle crise. Notre unique chance, c'est que on n'a pas pu faire notre marche qu'avait organisé notre parti PNP. Et tout ceci a trait aux indemnités reçues suite aux casses qui ont eu lieu lors des crises de 2012 et 2013. Les auteurs de troubles étaient très gênés de cette indemnité et ils ont dit qu'ils vont de nouveau démolir nos maisons et le gouvernement va nous payer de nouveau.

L'intervention de cet enquêteur est confirmée par O. W. Yagla (1978, p. 58) qui a décrit la situation politique et les rapports de force entre les partis politiques de 1946 à 1950, période au cours de laquelle seuls deux partis politiques ont animé la vie politique Togolaise sur fond de discrimination. Il s'agit du Parti Togolais du Progrès (PTP) jouissant de toute forme de liberté de réunion.

3. Discussion des résultats

La présente recherche qui a pour objectif d'analyser les causes de la crise communautaire dans la ville de Kétao, est parvenue aux résultats qui révèlent que cette crise trouve ses sources dans les facteurs socioculturels et politiques comme il

a été démontré dans les lignes précédentes. En tout état de cause, il convient de souligner que les résultats de cette recherche corroborent ceux de J. Sidanius et F. Pratto (1999) qui sont les promoteurs de la théorie de la dominance sociale à laquelle nous nous sommes référés. La crise communautaire de Kéto, liée aux facteurs socioculturels et politiques cadre bien avec le modèle de la dominance sociale qui stipule que dans chaque société il existe une hiérarchie sociale avec un groupe hégémonique au sommet, des groupes dominés à la base et qu'une lutte existe entre les groupes dominants et ceux dominés afin de maintenir ou améliorer leur position au sein de la hiérarchie sociale. Cette situation est bien perceptible dans la ville de Kéto où les communautés kabiyè et tém se rivalisent pour le contrôle de l'historicité. C'est ce qui justifie la lutte permanente par tous les moyens dont font usage les protagonistes pour la conquête et/ou la conservation du pouvoir politique et religieux dans la ville de Kéto ; car selon J. Sidanius et F. Pratto (op. cit.) « chaque société développe des idéologies ou mythes légitimateurs qui accentuent ou au contraire atténuent la hiérarchie sociale ».

L'évolution, de la ville de Kéto n'a pas été linéaire. Elle a été marquée de ce fait, par des événements conflictuels poussant les populations à bout de conflits. La mort de l'imam Awal Koli, était une opportunité pour les kabiyè d'occuper le poste d'imam géré par les tém pendant 45 ans. Par contre, les tém dans leur croyance sociale, manifestent leur volonté de conserver le poste d'imam afin de contrôler l'historicité selon A. Touraine. Pour les tém, conserver le pouvoir religieux, revient à assurer l'équilibre entre les deux communautés ; car, disent-ils la possession du poste d'imam par les natifs kabiyè revient à une domination sociale par ces derniers qui occupent déjà la chefferie. Dans cette dualité d'idéologie et de rapport de force, le conflit devient évident pour le maintien du pouvoir, base de domination et de décision.

La dominance sociale est un facteur central qui serait à l'origine des préjugés, des stéréotypes négatifs, et plus généralement des idéologies qui visent à dénigrer les populations désavantagées de la société. Faut-il en conclure qu'une position sociale dominante engendre de manière quasi-automatique une augmentation des étiquetages visant à justifier les inégalités sociales et à maintenir l'équilibre ?

C'est justement pour répondre à cette interrogation que nous nous sommes référés également à la théorie de l'étiquetage de Becker, qui a permis de comprendre les stéréotypes sociaux (consommateur de viande du chien et de porc, soulard, immature) infligés aux kabiyè par les tém. En effet, le refus des tém de céder le poste de l'imamat aux autres ethnies en occurrence les kabiyè sous prétexte qu'ils ne sont pas encore matures, relève d'un étiquetage des kabiyè par les tém. Ces derniers pensent qu'un kabiyè converti en islam n'est pas aussi digne d'en être imam. Il n'a pas encore intériorisé toutes les connaissances et sagesse du Coran. Par contre, la conversion d'un tém à l'islam lui donne le pouvoir d'occuper

toutes les responsabilités (imam, malou-ouro, nayim, magasi, présidence de l'union musulman) au sein de la communauté musulmane. Pourtant l'islam est une religion importée tout comme le christianisme. Tous ces comportements et perceptions sont sources de conflits. Les résultats des travaux de recherche de K. Napala (2015) confirment nos résultats. L'auteur a eu le mérite de montrer que la crise de Kétao est une affaire fondamentalement ethnique qui débouche sur un conflit social bien qu'étant une affaire religieuse au départ. Toutefois, les résultats de l'auteur ne révèlent pas le caractère politique de cette crise que la présente recherche a pu démontrer.

Les résultats de la présente recherche ont aussi révélé que les causes de la crise communautaire à Kétao sont d'ordre foncier. Cela corrobore les résultats de recherche de E. Batchana (2015) qui montre que le foncier est devenu un enjeu fortement disputé par les communautés kabiyè et tém dans le canton de Sotouboua. Cela est source de tensions sociales et met à mal la cohésion et la cohabitation. Les résultats auxquels est parvenu W. M. Adams (1988) dans le cadre de sa recherche sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria s'inscrivent dans la même logique de rivalité entre les deux communautés à Kétao. A ce propos, l'auteur souligne que « Les conflits entre agriculteurs et éleveurs s'expliquent par l'empiétement des champs par les couloirs de passage du bétail ou autour des points d'eaux, l'appropriation et le défrichement de forêts traditionnellement utilisées comme ressources pastorales ».

Conclusion

L'objectif de cette recherche a été d'analyser les facteurs explicatifs de la récurrence des conflits sociaux entre communauté Kabiyè et Tem dans la ville de Kétao. Les résultats ont fait état de la situation conflictuelle sur la base des considérations ethniques et religieuses. Ces considérations ethniques conduisent les uns à considérer les autres comme des «étrangers». Considérés comme autochtones, les Kabiyè minoritairement convertis à l'islam veulent passer par tous les moyens pour avoir un droit de regard dans la gestion des affaires islamiques. Pour eux, aucun étranger n'a le droit de venir leur dicter des lois sur leur propre sol. Ainsi, nous disons que le concept d' « étranger » à lui seul est péjoratif, déclencheur de conflit. Les résultats de l'étude ont révélé que la récurrence des conflits sociaux entre communauté Kabiyè et Tem dans la ville de Kétao s'explique par les facteurs socioculturels et politiques. Sur le plan socioculturel, il s'agit des revendications foncières, le mépris des uns envers les autres sur la base des considérations ethniques et religieuses et la lutte pour le contrôle du leadership religieux (l'imamat) entre les Kabiyè et les Tem. Les facteurs politiques se résument essentiellement à l'intolérance politique, le traumatisme historique né des violences en périodes électorales antérieures et surtout l'ingérence du politique dans les affaires islamiques.

Références bibliographiques

- ADAMS William, 1988, "Rural protest, land policy and the planning process of the Bakolori project" (Nigeria), Africa, pp 315-336.
- ADJETA Essossinam et YAOU Tamégnon, 2020, « La gestion traditionnelle des conflits liés à la sorcellerie dans la préfecture de Doufelgou au Togo » in *Revue Échanges*, n° 014, juin 2020, pp. 78-94
- AMAH Tchilabalo, 2014, Kéto ville commerciale au nord Togo : 1960 à nos jours, mémoire de maîtrise, Université de Kara.
- ASSIMA-KPATCHA Essoham et al, 2005, La vie quotidienne des Togolais, in Gayibor N.L. (dir.), *Histoire des Togolais* de 1884 à 1960, Lomé, Les Presses de l'UL, vol. II, tome 2, pp. 375- 488.
- BATCHANA Essohanam, 2015, « Gestion foncière et crise intercommunautaire dans la préfecture de Sotouboua (1958-1992) : quels modes locaux de résolution de conflits » in *Ethnicité, crises socio-politiques et processus de réconciliation nationale*, Lettria, pp 339-361
- BIERSCHENK Thomas et OLIVIER DE SARDAN Jean Paul, 1994, « ECRIS : Enquête rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques », Bulletin de l'APAD, pp 35-44.
- BROOHM Nicoué, 2004, « De la gestion traditionnelle à la gestion modern des conflits : Repenser les pratiques africaines », *Éthiopiennes*, n° 72, septembre,
- DURKHEIM Emile, 1937, Les règles de la méthode sociologique, Paris, PUF.
- FILLEULE Olivier, 1993, Sociologie de la protestation, Paris, L'Harmattan.
- KARL Marx et FRIEDRICH Engels, 1848, Le Manifeste du parti communiste.
- MANIRAKIZA Zénon, 2002, « Modes traditionnels de règlement des conflits : L'institution d'Ubushingantahe » in *Au cœur de l'Afrique*, pp. 39-58.
- NAPALA Kwèdaten., 2015 La crise ethnico-religieuse de Kéto et les tentatives de réconciliation (2012-2013), in *Ethnicité, crises socio-politiques et processus de réconciliation nationale*, Lettria, pp 363-386.
- PRATTO Felicia, SIDANIUS Jim, 1999, Social dominance : An intergroup theory of social hierarchy and oppression. New York: Cambridge University Press.
- SNYDER Jack (ed.), 2011, Religion and International Relations Theory, New York, Columbia University Press.